



COMITE DE DÉFENSE ET FÊTES DES QUARTIERS DU MONTEIL
13, rue Henry Frugès- 33600 PESSAC
Tél : 06 32 19 16 39

**CRÉATION D'UN CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE SUR LE
QUARTIER DU MONTEIL**

**COMPTE RENDU DE L'AUDIENCE DU 7 AVRIL 2022 AUPRÈS DE LA PRÉFÈTE DE
LA GIRONDE**

Nous avons été reçus le 7 avril 2022 à 18h00 en audience par Madame la préfète.

Pour la préfecture : Mme la Préfète, Fabienne Buccio, Mr le Préfet délégué à la sécurité, Martin Guespereau, Deux techniciens en charge du dossier,

Pour la Mairie de Pessac : Mr Raynal le maire, Mr Mari adjoint du maire.

Pour le comité de quartier du Monteil : Mr Juzan président des quartiers du Monteil.

Pour le secteur de Monbalon : Mr Laporte Michel président ASL Monbalon.

Pour le secteur Madran : Mme Perreaud présidente ASL de Madran, Mr Vedrenne vice président des quartiers du Monteil.

Mme la préfète :

Indique que, comme elle s'était engagée lors de la précédente réunion, elle a fait étudier le possible déplacement du centre de rétention administrative dans le Bio-Parc.

Elle est en attente des études préliminaires, Pour l'instant en attendant le site de la sortie 13 est la moins mauvaise solution, la partie haute du site sur Mérignac aurait été préférable, mais afin d'avoir une adresse sur la commune de Pessac, le site actuel proposé est étudié.

Mr Juzan :

Procède à la lecture d'une déclaration de la Délégation du collectif, et remet celle-ci à Mme la préfète dont les principaux points sont les suivants :

- Remerciement auprès de Mme la Préfète de votre écoute et de votre disponibilité sur ce dossier. Néanmoins quelques axes forts sur ce dossier :
 - **Premièrement**, la concorde de l'ensemble des élus, de toutes sensibilités et de tout niveau de responsabilité sur ce dossier. Député, Sénateur, Maire, Vice-présidents du Département, Président de la Région. De droite, de gauche, du centre.
 - **Deuxièmement**, suite à la rencontre sur le site du Bioparc, échanges fructueux et constructifs qui se sont tenus sur le site alternatif à proximité de la sortie 12 en présence de M. le Maire, de M. le Président de la Métropole et de vous-même.
- Suite à la réunion du 18 février, ce dossier porte un certain historique qui nous pousse à la prudence.
- Méconnaissance du projet, de ses contours, de ses externalités et si nous avons nourri de fortes inquiétudes quant à la capacité de ce projet de s'intégrer dans un environnement pavillonnaire comme celui de la sortie 13, nous avons aussi des réserves quant aux nuisances environnementales et en termes de santé qu'il pourrait porter sur ce même secteur.
- Secteur de l'échangeur 13, la proximité de la rocade est une zone particulièrement sensible quant au bruit et à la pollution.

- Nuisances induites par la circulation, au-delà de celles liées au chantier au niveau de la sortie 13. Plus nous avançons, plus il nous semble que ce projet n'a pas d'avenir sur la sortie 13.

Mme la préfète indique que pour l'instant il est difficile pour la préfecture de s'avancer:

- Le conseil de Bordeaux Métropole n'a toujours pas voté l'éventuel transfert des parcelles, et les conditions associées.
- Afin de respecter la conformité au PLU le respect des 25 % de pleine terre, une difficulté oblige d'avoir un bâtiment dans la longueur, ce qui contraint un peu le projet.
- Il faut s'assurer de respecter les engagements du Bio-Parc sur les équilibres écologiques du projet.
- Il faut aussi l'engagement de Bordeaux Métropole de créer, un cheminement de dégagement sur l'arrière du site, avec une traversée possible du cimetière, et une barrière qui interdise la circulation sur cette voie (la gestion de l'ouverture/fermeture serait partagée par la métropole et le CRA, pour une utilisation très peu fréquente).
- Il doit être étudié toutes les procédures, afin d'éviter un vice de forme qui entraînerait de facto un retour vers la sortie 13 .
- Bordeaux Inno-Campus se doit de fixer tous les engagements par écrits afin de ne pas avoir de recours possibles.
- Donc, tant que les documents écrits, les validations de transfert ne sont pas transmis de façon officiels les études par la préfecture ne seront que sommaires, afin de ne pas engager de dépenses sur des intentions qui ne serait pas validées.
- Concernant le délai de juin 2022 dans votre déclaration, il est compatible, si la métropole valide de façon officielle les points précédents.

Pour l'instant, concernant l'appel d'offres, les offres sont décortiquées par le jury afin de classer les entreprises, il y aura sûrement des négociations sur les engagements, ce jury remettra ces conclusion en juin, donc si tout le monde joue le jeu tout est possible. Garder en tête que pour l'instant la seule solution est la sortie 13, en attente de tous les éléments consécutifs au Bio-Parc.

- Le moindre risque juridique sur ce dossier ne sera pas admis.
- Une discussion s'engage sur la parcelle du village de Madran, cette parcelle est répertoriée, mais elle n'est pas cadastrée, la préfecture va faire border la parcelle en question. Ce qui est indispensable pour faire une délibération sur les échanges de parcelles.

Réponse à une allusion :

Le collectif représenté ici, ne se concentre que sur un objectif : pas de centre de rétention en zone pavillonnaire. Il revient sur la dernière réunion où une information avait été donnée à savoir que le projet développé par la ville allait être étudié avant toute décision définitive, et que par presse interposée la préfecture avait indiqué que ce que ce n'était pas le cas.

Madame la Préfère indique ne pas maîtriser ce que les journalistes écrivent.

Réponses de Mr le maire de Pessac sur les problèmes techniques soulevés par Madame la préfète : ces réponses sont les confirmations de ce qui a été indiqué lors de la réunion avec le Président de Bordeaux Métropole une semaine auparavant :

- Il n'y a pas de problèmes concernant le PLU (c'est le même pour toute la métropole) : un CRA est constructible sur tous les terrains constructibles sauf mention contraire.

- Conformément à son engagement, l'adresse postale sera double : une sur la commune de Mérignac et une sur la commune de Pessac (le Bio-Parc est à cheval sur la commune de Mérignac et de Pessac).
- Concernant la destruction éventuelle d'espèces, construire un CRA ne changera rien car un autre projet aurait les mêmes effets sur le site, à cet emplacement.
- Concernant la DUP, il faut tout vérifier, mais en termes d'équilibre écologique, les entreprises qui s'implanteraient sur ce site, n'apporteraient pas un nombre d'employés aussi important que le CRA.
- Dans le document de transfert il doit être mentionné la particularité des recettes fiscales qui ne seront pas présentes.
- Les voiries de desserte du CRA et le passage par le parc cimetière sont d'ores et déjà prévus par les services de BM.
- Il est important de lever tous les doutes, sur chaque point.
- Une réunion avec la métropole est prévue demain matin afin de lever tous les points avec l'aide d'un avocat.

Pour le collectif :

La mobilisation reste présente, tant que la procédure avance avec pour objectif le déplacement hors de la zone pavillonnaire, notre collectif restera constructif, mais mobilisé. Il rappelle depuis la dernière réunion que nous avons avec la préfecture la mobilisation très importante des habitants qui a eu concernant ce dossier. Cela été le 21 février ou au niveau de la salle de France il a été réuni environ quatre cents personnes autant à l'intérieur de la salle qu'à l'extérieur, le samedi 26 février un nouveau rassemblement rassemblant quatre cents personnes à l'appel d'une association de parents d'élèves, sur sites. Le 22 mars un nouveau rassemblement a eu lieu en pleine semaine 17h30 sur la place Ve République et a réuni trois cents personnes. De même en partant d'une pétition autant sur change.org que les signatures sur papier au global quatre mille cinq cents personnes sont opposées à l'implantation sur ce site.

Divers :

- En attente des engagements du maire de Mérignac et de Bordeaux Métropole conformes aux attentes aucune étude sérieuse ne sera entreprise. La délibération sur l'échange des parcelles doit être engagée au plus tôt (le cadastrage de la zone de Madran constitue un préalable, les services de BM et de la préfecture doivent échanger sur la formalisation des lettres d'engagement et de la délibération)
- À l'heure actuelle le terrain proposé par Bordeaux métropole est pollué par des cartouches de fusils, et des dépôts sauvages, la métropole s'engage à dépolluer le terrain et le rendre conforme.
- La modélisation de départ qui consistait à avoir un bâtiment qui tende vers le carré, dans ce cas se trouverait de forme très allongée...

Remerciements à tous les intervenants.

Fin de la réunion 19h00

Déclaration du collectif CRAPASLA

Madame la Préfète,

Nous souhaitons en premier lieu vous remercier très sincèrement au nom de l'ensemble des habitants pour votre écoute et votre disponibilité sur ce dossier. Nous mesurons parfaitement au regard de l'actualité et de vos responsabilités ce que cela représente. Depuis notre dernière rencontre du 18 février, nous souhaitons porter à votre connaissance les avancées suivantes :

- **Premièrement**, la concorde de l'ensemble des élus, de toutes sensibilités et de tout niveau de responsabilité sur ce dossier. Député, Sénateur, Maire, Vice-présidents du Département, Président de la Région. De droite, de gauche, du centre. Tous soutiennent notre démarche et cette unité est suffisamment rare pour être soulignée.

- **Deuxièmement**, nous avons également eu des échos, des échanges fructueux et constructifs qui se sont tenus sur le site alternatif à proximité de la sortie 12 en présence de M. le Maire, de M. le Président de la Métropole et de vous-même. Ces échanges pour l'ensemble des habitants sont porteurs d'espoir et nous sommes persuadés que les conditions sont réunies aujourd'hui pour aboutir à une nouvelle proposition permettant de recueillir l'approbation de chacune et chacun.

Il n'en demeure pas moins que ce dossier porte un certain historique qui nous pousse à la prudence suite à la réunion du 18 février. Aujourd'hui la confiance est là, mais elle sera pleinement présente lorsque nous aurons la confirmation que les conditions sont réunies pour une nouvelle implantation. A ce stade, nous n'avons toujours pas connaissance du projet, de ses contours, de ses externalités et si nous avons nourri de fortes inquiétudes quant à la capacité de ce projet de s'intégrer dans un environnement pavillonnaire comme celui de la sortie 13, nous avons aussi des réserves quant aux nuisances environnementales et en termes de santé qu'il pourrait porter sur ce même secteur.

Vous le savez, la proximité de la rocade est une zone particulièrement sensible quant au bruit et à la pollution. Nous portons également de sérieuses inquiétudes quant aux nuisances induites par la circulation, au-delà de celles liées au chantier. Plus nous avançons, plus il nous semble que ce projet n'a pas d'avenir sur la sortie 13.

Nous comprenons pour autant vos impératifs et tenons à vous indiquer que nous sommes à votre disposition pour que vous disposiez de toutes les garanties pour avancer sereinement sur la sortie 12. Sans considérer que la période électorale rend les choses plus particulières, nous serions d'autant plus soulagés si la décision pouvait être prise avant juin 2022. En tout cas, sachez que nous sommes à votre entière disposition pour faciliter les choses et avancer dans une temporalité permettant de rassurer tout le monde.

La délégation du collectif CRAPASLA

Jean Claude JUZAN Michel LAPORTE Marie José PERREAUD Thierry VEDRENNE